

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX C 3, D 3, D 4

Numéros dans les séries spéciales :  
2406 TM — 315 BA

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
n° ..... du .....  
  
Cette instruction a été abrogée par l'instruction  
n° ..... du .....

MARCHES PUBLICS  
REPERCUSSION, DANS LE REGLEMENT DES MARCHES PUBLICS,  
DES AMENAGEMENTS APPORTES A CERTAINS TAUX  
DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

DOCUMENT A ANNOTER  
Néant.

Les comptables voudront bien trouver ci-joint, en annexe n° 1, pour en faire application en ce qui les concerne, la circulaire adressée le 21 décembre 1972 par le Ministre de l'Economie et des Finances aux Ministres et Secrétaires d'Etat sur la répercussion, dans le règlement des marchés publics, des aménagements apportés à certains taux de la taxe sur la valeur ajoutée (1).

Ces aménagements, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973, portent sur :

- la réduction du taux « normal » de 23 % à 20 % ;
- la réduction du taux « réduit » de 7,5 % à 7 % ;
- l'imposition des pâtisseries fraîches, au taux réduit de 7 % (au lieu du taux intermédiaire de 17,6 %) ;
- la suspension, durant le premier trimestre 1973, de la T. V. A. au taux réduit de 7 % sur la viande de bœuf.

Les marchés concernés sont ceux passés par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics non assujettis à la T. V. A.

(1) Journal officiel du 23 décembre 1972.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION  
GT  
3

RGP	PGT	TPG	DOM	IP	DS	TGE	SIA	RF	P	TAC	PGA
UGAP	PA	BA	EPA	EPI	EPSC	CCM	HLM	VIL	RIC	TCE	ASA

La circulaire ministérielle commente la réforme au regard de son incidence en baisse sur le coût des marchés publics (1) et comporte une annexe destinée à préciser les modalités de calcul des prix de règlement des marchés dans les principales hypothèses envisageables.

L'attention des comptables est spécialement appelée sur les points suivants :

1. Les ajustements apportés au prix de règlement des marchés en fonction des aménagements appliqués aux taux de la T. V. A. doivent être opérés automatiquement par l'ordonnateur et par conséquent ne nécessitent, en aucun cas, la conclusion d'avenants.

En effet, ces ajustements trouvent leur fondement juridique soit dans les documents contractuels régissant les marchés, soit, à défaut — tel serait le cas notamment d'un marché ne comportant pas de prix hors T. V. A. — dans l'arrêté n° 72-61/P du 20 décembre 1972, reproduit en annexe n° 2, et publié au *Bulletin officiel des services des prix* du 22 décembre 1972.

2. L'encaissement (2) du prix ou de la rémunération constituant le fait générateur de la T. V. A. pour les prestations de service, le titulaire du marché réaliserait un bénéfice indu si, notamment par suite des délais que nécessite l'acheminement des moyens de règlement, l'encaissement intervenait effectivement après le 1<sup>er</sup> janvier 1973, alors que le mandatement aurait été liquidé avant le 31 décembre 1972 sur la base du taux de T. V. A. en vigueur jusqu'à cette date. Dans cette hypothèse, le comptable assignataire, sans différer pour autant la mise en paiement, doit inviter l'ordonnateur à récupérer les sommes versées en trop, soit par précompte sur le plus prochain acompte, soit par ordre de recettes selon qu'il s'agit d'un paiement partiel ou pour solde.

A cet effet, il lui appartiendra d'indiquer à l'ordonnateur les cas où il y a tout lieu de penser, compte tenu de la date à laquelle le compte du Trésor à la Banque de France ou le compte courant postal du comptable aura été débité, que le créancier a été crédité après le 31 décembre 1972.

Dans les cas douteux, c'est à l'ordonnateur de s'assurer auprès du créancier de la date réelle d'encaissement.

\*  
\* \*

Les comptables sont invités à apporter une vigilance particulière à l'application de la présente circulaire, au respect strict de laquelle le Ministre attache une grande importance dans le cadre de la lutte contre l'inflation.

Les difficultés qu'elle pourrait susciter seront signalées à la Direction dans la mesure où elles ne pourraient être réglées au plan local en liaison avec les Directions départementales des services fiscaux et avec celles du commerce intérieur et des prix.

Cette instruction est également destinée aux services du Contrôle financier déconcentré.

Pour le Directeur de la Comptabilité publique :

*Le Sous-Directeur,*  
**P. BONNAFY.**

---

(1) La même incidence en baisse s'applique évidemment, lorsque le règlement a lieu sur simple mémoire ou facture.

(2) En application de l'article 269-2 a du code général des impôts, les redevables peuvent être autorisés à acquitter la taxe d'après les débits.



MINISTÈRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES

ANNEXE N° 1

INSTRUCTION  
N° 73-3-B 1  
du  
5 janvier 1973.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

LE MINISTRE

N° 40.601 CAB 10 B

Paris, le 21 décembre 1972.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

à

MESSIEURS LES MINISTRES ET SECRÉTAIRES D'ÉTAT

**OBJET : Répercussion, dans le règlement des marchés publics, des aménagements apportés à certains taux de la taxe sur la valeur ajoutée.**

Dans le cadre de la lutte contre l'inflation, certains aménagements viennent d'être apportés à la taxe sur la valeur ajoutée.

La présente circulaire et son annexe ont pour but de préciser les modalités de calcul des prix de règlement des marchés publics dans les principales hypothèses envisageables.

Les marchés concernés sont ceux passés par l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics non assujettis à la T. V. A.

Les entreprises et établissements du secteur public à caractère industriel et commercial, assujettis à la T. V. A., devront cependant s'assurer que les factures de leurs fournisseurs tiennent compte des nouveaux taux.

Les dispositions suivantes s'appliquent aux marchés relatifs à des prestations — qu'elles résultent ou non d'importations — affectées par la modification des taux de T. V. A. Il peut s'agir de marchés en cours d'exécution au 1<sup>er</sup> janvier 1973 ou dont les prix ont été établis à une date antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1973 mais dont l'exécution commence postérieurement à cette date. Il peut s'agir également de marchés qui font, à la même date, l'objet d'une reconduction.

Les modalités pratiques d'ajustement du prix de règlement de ces marchés sont décrites en annexe. Elles correspondent à mon souci de voir les acheteurs publics répercuter intégralement dans les prix de règlement l'incidence des variations des taux de T. V. A. à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973.

En aucun cas l'ajustement du règlement ne doit nécessiter la passation d'un avenant :

- si le marché stipule un prix hors T. V. A., les dispositions de la loi de finances pour 1973 et des décrets du 20 décembre 1972 pris pour son application suffisent à rendre obligatoires les nouveaux taux ;
- si le marché fait référence à des clauses administratives générales, ces documents prévoient contractuellement l'application des nouveaux taux de T. V. A.

Dans les autres cas, l'arrêté de prix n° 72-61/P du 20 décembre 1972 relatif à la répercussion dans les prix des marchés publics de l'allègement de la taxe sur la valeur ajoutée fait obligation au fournisseur de procéder aux aménagements de prix correspondant aux nouveaux taux de la T. V. A.

**INSTRUCTION**  
**N° 73-3-B.1**  
**du**  
**5 janvier 1973.**

Pour éviter la répétition dans l'avenir d'un certain nombre de difficultés pratiques qui se présenteront dans quelques cas particuliers, j'ai décidé de supprimer à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1973 la tolérance selon laquelle certains achats sur simple facture ou travaux sur mémoire pouvaient être réalisés sans qu'il soit fait mention ni du taux ni du montant de la T. V. A.

J'attache une grande importance au respect strict de la présente circulaire dont l'application ne présentera aucune difficulté pour les services qui auront utilisé les documents généraux mis à leur disposition.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter d'urgence les présentes dispositions à la connaissance des services de votre département et des établissements ou collectivités placés sous votre tutelle.

Les éventuelles difficultés d'application devront être réglées au plan local, en liaison avec les directions départementales des services fiscaux et avec celles du commerce intérieur et des prix.

*Le Ministre de l'Economie et des Finances,*  
**VALÉRY GISCARD D'ESTAING.**

---

**MODALITES PRATIQUES DE REPERCUSSION  
DANS LE REGLEMENT DES MARCHES PUBLICS  
DES AMENAGEMENTS APPORTES  
A CERTAINS TAUX DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE**

**1) Rappel des normes adoptées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973.**

Le taux normal de 23 % applicable au prix « net » (c'est-à-dire hors T. V. A.) est ramené à 20 %.

- Le taux réduit de 7,5 % applicable au prix net est ramené à 7 % ;
- Pour la pâtisserie fraîche, le taux intermédiaire de 17,6 % applicable au prix net est abaissé au taux réduit de 7 % ;
- Est suspendue jusqu'au 30 juin 1973 la perception de la T. V. A. au taux réduit de 7 % sur les ventes de viande « bœuf » ; il faut entendre sous cette dénomination les bœufs, vaches, génisses et taureaux, à l'exclusion du veau (viande blanche) ; le cinquième quartier (abats) n'est pas compris dans les viandes.

**DEMEURENT INCHANGÉS**

- le taux majoré de 33 1/3 % ;
- le taux intermédiaire de 17,6 % qui concerne notamment les marchés de combustibles et les marchés de travaux immobiliers concourant à la livraison ou à la réparation d'immeubles appartenant à l'Etat, aux collectivités locales et à leurs établissements publics autres que ceux à caractère industriel et commercial assujettis à la T. V. A.

**2) Modalités pratiques d'ajustement du prix de règlement.**

a) *Cas normal.* — Lorsque les acheteurs publics ont correctement appliqué l'un des trois recueils de formulaires relatifs à la préparation, à la passation et à l'exécution des marchés : Etat - Collectivités locales - Consultations collectives (éditions de l'Imprimerie nationale), l'acte d'engagement fait nettement apparaître, par article :

- le prix unitaire hors T. V. A. ;
- le taux de T. V. A. applicable ;
- le montant de la T. V. A. ;
- le prix total, T. V. A. incluse.

Dans ces conditions, et sans qu'il soit besoin de rectifier l'acte d'engagement, les règlements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973 feront automatiquement intervenir les nouveaux taux de la T. V. A.

Par exemple, un règlement qui se liquidait antérieurement sous la forme 100 + 23 devient 100 + 20.



**INSTRUCTION**  
**N° 73-3 - B 1**  
**du**  
**5 janvier 1973.**

*b) Cas exceptionnels :*

- b 1) Les prix ont été conclus hors T. V. A., sans indication du taux ou du montant de la taxe, ni par conséquent du prix taxe incluse.

L'acheteur doit, comme auparavant d'ailleurs, s'assurer du classement de la fourniture vis-à-vis de la T. V. A. ; il demandera confirmation, si nécessaire, aux directions départementales des services fiscaux, bureau des taxes sur le chiffre d'affaires ; les règlements se feront au moyen des nouveaux taux, comme dans le cas 2 a).

- b 2) Les marchés sont conclus à prix global souvent dénommé « T. T. C. » avec indication du taux de la T. V. A.

Les acheteurs peuvent :

- soit remonter au prix net en déduisant la T. V. A. à l'ancien taux, puis la rajouter au nouveau taux ;
- soit de préférence calculer directement le nouveau prix de règlement par application d'une règle proportionnelle. Par exemple, dans le cas du taux normal, le nouveau prix est égal au produit de l'ancien prix

120  
par la fraction  $\frac{\quad}{123}$ .

- b 3) Les marchés sont conclus à prix « taxe incluse » (ou « T. T. C. ») sans indication du taux applicable. L'acheteur procédera comme en b 1 (s'assurer du classement de la fourniture) puis comme en b 2 (procéder au calcul d'ajustement).

*c) Cas spéciaux :*

De nombreux marchés concernant en particulier des fournitures de denrées alimentaires et des produits catalogables ne comportent pas de prix, mais :

- un rabais ou une majoration,
  - exprimés en pourcentage ou en valeur absolue,
- à appliquer à des prix de référence : barèmes licites, mercuriales, prix de catalogues, de séries ou de bordereaux, publications de l'I. N. S. E. E., etc.

Ces marchés doivent être examinés avec un soin tout particulier. En premier lieu, l'acheteur — s'il ne l'a déjà fait — doit vérifier si le prix de référence ne contient pas, ou contient, la T. V. A. ; et, dans ce dernier cas, quel en était le taux.

En second lieu, il doit analyser la structure du rabais ou de la majoration en vue de déterminer s'ils tiennent compte, ou non, de la T. V. A., et de quelle façon.

Cette étude doit lui permettre de répercuter convenablement les variations des taux de T. V. A.

Il n'est pas possible d'examiner, dans le cadre de la présente circulaire, tous les cas qui peuvent se présenter. Les acheteurs publics pourront cependant s'inspirer des exemples concrets suivants :

- c 1) Le prix du marché est déterminé proportionnellement à un prix de référence T. V. A. incluse dont on a pu s'assurer qu'il enregistre effectivement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973, les aménagements visés ci-dessus au paragraphe 1. La répercussion dans le prix de règlement est alors automatique par le simple jeu du calcul prévu dans le contrat.
- c 2) Le marché stipule un rabais en pourcentage sur un prix de vente au détail, établi T. V. A. incluse, mais le fournisseur n'édite pas immédiatement un nouveau catalogue, en raison des délais ou du coût de la réimpression. La liquidation se fait par application de la méthode indiquée en 2 b 2.

- c 3) Le marché concerne des produits soumis au taux réduit. Il peut se faire que, pour des raisons d'ordre pratique, les prix de vente aux consommateurs fixés par les pouvoirs publics ou en accord avec eux n'aient pas été aménagés. Il en est ainsi notamment du lait de consommation et du pain. En effet, au stade du détail, la répercussion de la baisse de T. V. A. se traduirait par quelques millièmes qu'il serait impossible de matérialiser dans la monnaie divisionnaire.

Ces considérations ne jouent pas au niveau des facturations des marchés publics, qui portent sur des quantités importantes. Il convient dans ce cas de s'en tenir à la règle suivant laquelle la réduction de la T. V. A. doit être intégralement répercutée dans le prix de règlement.

### **3) Sources juridiques de l'ajustement du prix de règlement.**

- a) Dans le cas normal des marchés qui font apparaître des prix hors T. V. A., l'application à ces prix du nouveau taux — comme de l'ancien — résulte simplement des lois de finances et notamment de celle pour 1973 et des décrets n° 72-1123, 1124, 1125 et 1126 du 20 décembre 1972. En effet, les taxes perçues sur les affaires doivent rester neutres par rapport au prix net, de telle sorte que le fournisseur ne peut pas facturer une taxe autre que celle qu'il perçoit pour le compte du Trésor.
- b) Dans les autres cas, le principe reste le même, mais l'ajustement de la T. V. A. résulte des cahiers des clauses administratives générales (C. C. A. G.) que les acheteurs citent obligatoirement dans les pièces constitutives du contrat.

Pour l'Etat, ce sont le C. C. A. G. I. (produits industriels) et le C. C. A. G. F. C. (fournitures courantes).

Pour les collectivités locales, c'est le cahier type relatif aux fournitures, recommandé par la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 1<sup>er</sup> janvier 1967.

Ces documents prévoient que « lorsque... le taux des taxes perçues sur les affaires est différent, à l'époque du fait générateur, du taux... en vigueur à la date limite de réception des offres, le prix de règlement tient compte de cette variation... » (1).

- c) Encore faut-il que le contrat ait cité le C. C. A. G. correspondant bien à la nature de la prestation.

Or, il arrive encore que certains marchés de fournitures, notamment pour des matériaux, citent le C. C. A. G. « travaux » qui ne contient pas de clause relative aux changements de taux de T. V. A. Mais la référence se trouve alors dans l'article 34 du fascicule 1 du cahier des prescriptions communes des marchés de travaux publics dont la rédaction équivaut à celle des C. C. A. G. propres aux fournitures.

- d) Pour certains marchés concernant des lots techniques de bâtiment, le taux normal de T. V. A. est applicable aux matériels, le taux intermédiaire est applicable aux travaux d'installation et pose (exemple : grandes cuisines).

Dans ce cas, c'est encore le C. C. A. G. « travaux » qui est cité mais les clauses relatives à la T. V. A. se trouvent dans les fascicules 01 et 02 du cahier des prescriptions communes des marchés de travaux de bâtiment, dont les articles 6-4, sous une forme un peu différente, définissent les mêmes règles.

- e) Pour les commandes passées après consultation collective par application du livre IV du code des marchés publics, et qui ne donnent pas lieu à conclusion de marchés écrits, l'engagement reçu par le coordonnateur contient la référence nécessaire aux C. C. A. G. applicables.

---

(1) Etat : C. C. A. G. I. article 7 et C. C. A. G. F. C. article 5, Collectivités locales : C. C. A. G. type, article 5.



**INSTRUCTION**  
**N° 73-3 - B 1**  
**du**  
**5 janvier 1973.**

- f) Dans les cas, tout à fait exceptionnels, où un marché public ne comporterait pas de prix hors T. V. A. ou ne contiendrait aucune référence à un document contractuel général, le fournisseur serait tenu de procéder aux réductions de prix correspondant aux aménagements de la T. V. A. par application de l'arrêté n° du .

Dès lors, il n'y a lieu en aucun cas de conclure des avenants.

**4) Les matériels importés.**

Les nouveaux taux de T. V. A. doivent s'appliquer aux matériels importés, livrés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1973, même si les importations ont fait l'objet d'un dédouanement avant cette date. En effet la taxe est acquittée en douane par l'importateur sur la valeur rendue frontière ; elle vient en déduction de la taxe acquittée au moment de la livraison.

**5) Incidence du fait générateur de la T. V. A.**

- a) Pour les marchés de fournitures à livraisons échelonnées, le fait générateur de la T. V. A. pour le fournisseur étant la livraison, les taux à appliquer seront les anciens ou les nouveaux selon que celle-ci est antérieure ou non au 1<sup>er</sup> janvier 1973.
- b) Pour les marchés de fournitures donnant lieu à avances ou acomptes, ceux-ci ont pu être calculés à partir du prix ou de montants soit hors T. V. A., soit T. V. A. incluse. Il n'en résulte aucune conséquence sur le calcul du prix de règlement, qui sera liquidé avec le taux de T. V. A. applicable à la date de livraison : le paiement du solde régularisera automatiquement la différence de taux.
- c) Pour les marchés de prestations de services : études, locations, entretien, réparations, etc., c'est le taux normal qui est applicable (23 % ramené à 20 %) mais le fait générateur est l'encaissement. En cas de chevauchement sur la date du 1<sup>er</sup> janvier 1973, les avances et les acomptes versés avant cette date demeurent valablement taxés à l'ancien taux de 23 %, quand bien même le décompte final interviendrait postérieurement. Si des factures comportant une taxe à 23 % ont été délivrées avant le 1<sup>er</sup> janvier, mais réglées après cette date, elles doivent faire l'objet d'une rectification.

**6) Fournisseurs acquittant la T. V. A. selon le régime du forfait.**

Les acheteurs publics sont fondés à exiger les mêmes réductions sur les prix T. V. A. incluse que celles explicitées ci-dessus, les mesures nécessaires étant prises pour que leurs versements forfaitaires de taxe tiennent compte des ajustements susvisés.

**7) Neutralité des clauses de revision de prix.**

Lorsqu'un marché prévoit la possibilité de reviser le prix initial par le jeu d'une formule paramétrique, cette formule fait intervenir des indices publics au *Bulletin officiel des services des prix*.

- indices de prix des matières premières, des matériaux, de l'énergie ;
- indices de salaires ;
- indices de « produits et services divers ».



Tous ces indices sont établis à partir de données hors T. V. A. ; il en résulte que le jeu des formules de variation n'a aucune incidence sur le calcul du prix de règlement au regard de la T. V. A.

**INSTRUCTION**  
**N° 73-3-B I**  
**du**  
**5 janvier 1973.**

**8) Arrondissement des calculs.**

Dans la plupart des cas, et notamment pour les produits et denrées de faible valeur unitaire, il ne serait pas judicieux d'effectuer les calculs de rajustement sur les prix unitaires ; cela poserait en effet à nouveau le problème des décimales. Il est donc conseillé aux ordonnateurs de n'ajuster le montant de la taxe que sur le montant global des règlements (sur les factures mensuelles, par exemple).

---





**Arrêté n° 72-61/P relatif à la répercussion dans les prix des marchés publics  
de l'allégement de la taxe sur la valeur ajoutée.**

(B. O. S. P. du 22 décembre 1972, p. 242.)

---

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

Vu l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 relative aux prix ;

Après avis du comité national des prix,

**ARRETE :**

*Article unique.* — Pour les marchés passés par l'Etat, les collectivités locales et les établissements publics non assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée, dans lesquels les clauses contractuelles ne comportent pas de disposition relative à l'incidence des variations des charges fiscales, la diminution des taux de la T. V. A. de 23 % à 20 % d'une part, et de 7,5 % à 7 % d'autre part, ainsi que la suspension de la T. V. A. sur la viande de bœuf doivent être répercutées, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973 dans les prix de règlement.

Fait à Paris, le 20 décembre 1972.

Pour le Ministre et par délégation :

*Le Directeur général*  
*du commerce intérieur et des prix,*  
GUY VERDEIL.